

Émile Durkheim (1906)

**« Internationalisme
et lutte des classes. »**

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron,
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole

Courriel: <mailto:mabergeron@videotron.ca>

Site web: http://www.geocities.com/areqchicoutimi_valin

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,
professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
courriel: <mailto:mabergeron@videotron.ca>
site web: http://www.geocities.com/areqchicoutimi_valin

à partir de :

Émile Durkheim (1906)

« Internationalisme et lutte des classes. »

Une édition électronique réalisée à partir de l'article d'Émile Durkheim « Internationalisme et lutte des classes » — Extraits de **Libres entretiens**, 2e série, 1906, 7e entretien, pp. 392-436. Paris: Bureau des libres entretiens, 1906.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes
Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 28 mai 2002 à Chicoutimi, Québec.



Internationalisme et lutte des classes ¹

Par Émile Durkheim (1906)

M. Paul DESJARDINS. — C'est la fameuse « Lutte de classes » que nous avons tous dans l'idée. Il s'agit de savoir s'il y a vraiment aujourd'hui des « classes », deux et non pas trois ni trente, mais deux, nettement tranchées, nécessairement antagonistes, et aujourd'hui plus que jamais : il s'agit de savoir ensuite si cet antagonisme, que les prolétaires doivent, non pas laisser amortir, mais pousser à son terme, éliminera nécessairement l'antagonisme historique des nations et substituera aux sentiments que cet antagonisme entretient des sentiments nouveaux : il s'agit enfin de savoir si la « conscience de classe » vaudrait, comme stimulant d'énergies dévouées, le patriotisme national auquel on prétend qu'elle va succéder...

M. LAGARDELLE. — C'est très simple, et je suis toujours prêt. Parler de la « lutte de classes » m'est très familier, comme à tous les socialistes.

L'idée de « lutte de classes » est essentielle, est mère du Socialisme ; c'est la lutte des classes qui explique tout le socialisme.

La lutte de classes suppose que la société est divisée en groupements homogènes ayant une substructure économique, morale, intellectuelle (les éléments de cette substructure sont subordonnés les uns aux autres, la vie intellectuelle dépendant du milieu social). La société apparaît ainsi comme formée

¹ Extrait de *Libres Entretiens*, 2^e série, 7^e entretien, Paris, Bureaux des libres entretiens, 1906.

de blocs d'hommes différents les uns des autres ; c'est l'insolidarité sociale. La classe ouvrière s'est constituée au cours du XIX^e siècle avec le développement de la grande industrie. Elle a un double rôle, destructif et créatif; le mouvement révolutionnaire ruine de plus en plus la société actuelle en lui imposant des institutions nouvelles qui créent à leur tour des notions de droit nouvelles. La classe ouvrière est donc en antagonisme absolu et total avec la société moderne : propriété, famille, patrie sont des idées totalement étrangères au mouvement ouvrier, qui se développe d'une façon indépendante. Le producteur est au centre de la société, de lui tout dépend et sur lui tout pèse ; s'il arrive à comprendre qu'il y a antagonisme entre son rôle de producteur et le rôle de parasite des autres classes, la lutte de classes doit surgir ; maîtres et serviteurs, gouvernants et gouvernés doivent disparaître pour faire place à une société de producteurs indépendants et autonomes. Pour aboutir à l'élimination des classes parasites, la classe ouvrière doit accomplir la rupture de la société moderne. Elle doit aussi avoir conscience d'elle-même, prendre une homogénéité de plus en plus grande. J'ajoute que l'œuvre de destruction et de création peut s'accomplir en même temps ; la classe ouvrière crée en même temps qu'elle détruit.

Lorsque la classe ouvrière se trouve en présence de l'idée de patrie, quelle est son attitude ? L'idée de patrie est tellement forte que, quand on l'affirme, on ne voit que l'unité d'intérêts au sein de la nation, on oublie les diversités d'intérêts, d'opinions, de confessions même ; l'idée de patrie nie radicalement le mouvement vers la rupture. Si les classes ouvrières rompent avec l'idée de patrie, elles rompent avec les classes dominantes. Elles y arrivent. On a beau être un ouvrier français ou un ouvrier allemand, le rôle que l'on joue dans la production est le même, l'organisation de l'atelier est la même, les rapports avec le patronat sont les mêmes, il n'y a pas de différence dans la situation qui est faite. Ce n'est que lorsqu'ils se considèrent comme citoyens, lorsqu'ils se placent sur le terrain politique et non plus sur le terrain économique, que les ouvriers sentent leur solidarité avec les autres citoyens. Il est certain que le rôle politique de l'ouvrier est différent en France et en Allemagne, on comprend que l'ouvrier tienne aux libertés politiques qu'il a ici et qu'il n'a pas ailleurs, on comprend un certain patriotisme politique. Mais ce sont là des choses d'ordre secondaire : les ouvriers considèrent qu'il ne vaut pas la peine de donner sa vie pour des différences qui ne sont pas fondamentales ; — et le patriotisme fait un devoir de donner sa vie. Il importe peu à un ouvrier d'être français ou allemand, je ne dis pas en tant que citoyen, mais en tant que producteur : le producteur se sépare de la société actuelle, le citoyen s'y incorpore.

C'est ainsi qu'on peut comprendre le mouvement immense qui se produit contre l'idée de patrie. Dans l'enquête du *Mouvement socialiste*, des ouvriers ont reconnu comme un fait que l'idée de patrie existe, ils ont reconnu qu'il est naturel que les bourgeois aient cette idée. Mais ils ont ajouté : « Patrie implique patrimoine. De patrimoine, nous n'en avons pas. De patrimoine moral, artistique, intellectuel, nous n'en avons pas. Nous sommes en dehors de la culture ; la culture que nous portons en nous est autre, ou plutôt nous avons à la créer ; nous représentons un mouvement de barbares, bref, nous sommes en antagonisme avec la société bourgeoise. » Il faut donc constater un antagonisme irréductible entre deux classes, entre deux États. C'est dans la mesure où les idées de lutte de classes deviendront profondes que le socialisme pourra

se réaliser. Je ne sais pas si sa réalisation totale peut s'accomplir, mais je sais qu'elle est subordonnée à l'effort moral et au sentiment de la responsabilité sociale ; cette volonté et ce sentiment, les ouvriers l'ont...

M. DURKHEIM. — M. Lagardelle a très bien posé la question. Il a dit que l'antipatriotisme est nécessaire à la lutte des classes. D'après l'exposé de M. Lagardelle, l'antipatriotisme n'est que la conséquence particulière d'une idée plus générale, de l'idée que la société ne pourrait se reconstituer que par la destruction des nations actuelles : la société actuelle forme deux blocs, il faut que l'un détruise l'autre. C'est là une forme relativement récente du socialisme. C'est cette notion qu'il faut discuter ; il faut examiner si socialisme et révolution destructive s'impliquent nécessairement ; c'est cette notion d'une destruction nécessaire qui me paraît fautive ; elle est contraire à tout ce que je connais de faits.

D'abord, on a dit que c'était l'avènement de la grande industrie qui condamnerait à une destruction nécessaire les sociétés actuelles. Mais pour cela il faudrait admettre que les sociétés modernes ne contenaient pas normalement dans leurs flancs cette forme économique, qui serait le produit d'une véritable maladie du corps social. Dans ce cas, il serait légitime de soutenir que nos sociétés réalisent une contradiction, qu'elles ne sauraient par elles-mêmes se mettre en harmonie avec ce système industriel qui est étranger à leur nature. Mais, en fait, il semble bien que la grande industrie soit le produit d'un développement tout à fait normal ; elle est due à l'extension progressive de l'industrie locale. On ne voit donc pas pourquoi nos sociétés seraient foncièrement impuissantes à se mettre en harmonie relative avec ce régime économique qui est sorti de leurs entrailles et qui exprime leur nature, mais leur nature parvenue à un certain degré de développement. Pourquoi un progrès des institutions juridiques et morales, parallèle à ce progrès économique, serait-il impossible, qui réaliserait cette harmonie ?

En second lieu, toute l'argumentation du syndicalisme révolutionnaire — et ici de M. Lagardelle — repose sur cette idée : l'ouvrier est exclusivement un producteur. Or l'ouvrier réduit au producteur est un abstrait. Il existe une vie intellectuelle et morale, à laquelle l'ouvrier participe. Il lui est aussi impossible de ne pas y prendre part que de ne pas respirer l'air ambiant. Dire que l'ouvrier n'est qu'un producteur, c'est faire la faute des vieux économistes, c'est restaurer la vieille notion de l'*homo aeconomicus*.

La troisième objection est la plus grave : comment est-il possible que demain l'homme, sachant ce qu'est la vie de l'homme, veuille la destruction de la société, c'est-à-dire la barbarie ? L'homme est homme parce qu'il a une vie sociale. Peut-on vouloir supprimer la société ? On a dit, avec raison, que si la guerre éclatait aujourd'hui entre la France et l'Allemagne, ce serait la fin de tout. La révolution destructive qu'on annonce serait un mouvement destructeur pire que celui-là. Toutes les fois qu'une société a disparu, une civilisation a disparu en même temps ; détruire une société, c'est détruire une civilisation. Sans doute, ces catastrophes n'ont pas été rares dans le passé, mais l'intelligence de l'homme doit avoir précisément pour mission d'enchaîner, de museler ces forces aveugles, au lieu de leur laisser produire leurs ravages. J'entends bien que quand on parle de détruire les sociétés actuelles, on se réserve de les reconstruire. Mais ce sont là rêveries d'enfants. On ne refait pas ainsi la vie

collective ; une fois détruite notre organisation sociale, il faudra des siècles d'histoire pour en refaire une autre. Dans l'intervalle, il y aura un nouveau Moyen Âge, une période intermédiaire où l'ancienne civilisation disparue ne sera remplacée par aucune autre ou, du moins, ne sera remplacée que par une civilisation débutante, incertaine, en voie de se chercher. Ce n'est pas le soleil de la société nouvelle qui se lèvera, tout resplendissant de lumière sur les ruines de l'ancienne ; mais on entrera dans une période de ténèbres. Au lieu de hâter cette période, il faut employer toute notre intelligence à la prévenir, ou, si c'est impossible, à l'abrèger et à la rendre moins sombre. Et pour cela il faut empêcher les destructions qui suspendraient le cours de la vie sociale et de la civilisation.

Certes, je ne conteste pas à l'individu le droit de vouloir vivre dans une autre société que celle où il est né. Mais ce n'est pas à telle société existante que l'antipatriotisme fait la guerre, c'est à toutes, puisque toutes sont capitalistes. On accepte donc la perspective de l'époque intermédiaire dont je viens de parler, et on l'accepte avec joie. Voilà ce qui me paraît constituer une véritable énormité.

... Je résume ce que je viens de dire : 1° Pour vouloir détruire la société actuelle, il faut croire que la grande industrie représente un développement économique anormal ; 2° L'antagonisme des classes repose sur cette idée que l'ouvrier n'existe que comme producteur. Pourquoi ne considère-t-on en lui que ce côté ? 3° Je conçois qu'on puisse se demander : à quelle nationalité voulons-nous appartenir ? Nous n'avons pas le droit d'empêcher un homme de se dénationaliser, — une fois acquittées ses dettes envers sa patrie natale. — Mais que nous voulions vivre sans société, dans l'intérim qui suivra la destruction de la société actuelle, c'est comme si l'on me disait que nous voulions vivre hors de l'atmosphère, car la société est l'atmosphère morale de l'homme, de l'ouvrier comme des autres.

M. LAGARDELLE. — Le socialisme ouvrier est un mouvement créé par la seule classe ouvrière. À ce mouvement aucun intellectuel n'a de part. Les ouvriers n'ont pas à se justifier devant un intellectuel tel que M. Durkheim. Un intellectuel ne saurait comprendre leurs raisons : il n'a pas à leur faire passer d'exams. D'autre part, M. Durkheim, sociologue, se trouve ici en présence d'un phénomène social qui est d'assez grande importance : le socialisme ouvrier, tel qu'il se crée dans la conscience des ouvriers.

M. Durkheim, sociologue, n'a pas à le contester, mais à en rendre compte.

M. DURKHEIM. — Ce n'est pas la question.

M. LAGARDELLE. — Nous autres, socialistes, syndicalistes révolutionnaires, nous avons le choix entre deux attitudes, au point de vue du patriotisme : laquelle allons-nous choisir ? Les ouvriers conçoivent fort bien que les bourgeois défendent la patrie, mais eux-mêmes se regardent comme étant en dehors de la patrie. Cette conviction peut nous scandaliser, mais c'est un fait...

M. DURKHEIM. — Toutes les maladies sont des faits. (*Rires.*)

M. LAGARDELLE. — Nous avons donc à choisir entre deux attitudes contraires...

M. DURKHEIM. — Mais il faut choisir intelligemment.

M. LAGARDELLE. — Tel choix peut être bon pour vous et mauvais pour moi. Voici ce qu'écrivaient plusieurs syndicalistes ouvriers en réponse à l'enquête du *Mouvement socialiste* : « Je suis étranger à tout ce qui est le bénéfice de la patrie, à toute la réalité de la patrie. Je ne puis pas être patriote. » Ce sentiment est celui de la grande majorité des militants ouvriers.

M. DURKHEIM. — Vous n'avez pas justifié ce sentiment.

M. LAGARDELLE. — Je ne peux pas le justifier autrement qu'en le décrivant.

M. DURKHEIM. — Voyons, vous ne pouvez pas abdiquer votre raison ! Vous ne pouvez pas approuver un mouvement violent parce que violent. Je sais bien que l'on ne peut pas toujours juger méthodiquement et qu'il faut parfois un certain esprit de parti pour agir. Mais ici, dans cette salle, nous sommes réunis pour juger nos sentiments, pour les réfléchir, et non pour nous y abandonner aveuglément.

M. LAGARDELLE. — Ma réponse tend à montrer que les idées que j'expose sont des produits d'un mouvement spontané des masses. C'est important.

M. DURKHEIM. — Nous le savons. Vous êtes masse, vous êtes force. Et après ? Est-ce là toute votre justification ?

M. LAGARDELLE. — Non. J'en viens à votre première objection : vous ne voyez pas, dites-vous, comment le développement du capitalisme, qui est le résultat normal de l'évolution, conduit nécessairement à la révolution. Qui vous dit qu'à un moment donné le régime capitaliste n'engendre pas en lui des forces contraires au principe capitaliste même, et qui aboutissent à la révolution ?

M. DURKHEIM. — Il faudrait montrer comment le développement du capitalisme a produit tout d'un coup cet antagonisme, devant nécessairement entraîner la destruction de la société actuelle...

Si la vie économique s'est développée naturellement, pourquoi les institutions morales et juridiques ne pourraient-elles pas se développer parallèlement ? Pourquoi les institutions morales, juridiques, politiques, solidaires de la vie économique du Moyen Âge ne pourraient-elles pas évoluer en même temps que la vie économique, de manière à s'y adapter et à la régler ?

M. LAGARDELLE. — Parce que nous sommes en présence de deux régimes économiques radicalement distincts. La production capitaliste porte en elle des forces qui tendent à ruiner le régime capitaliste et à transformer la société.

M. DURKHEIM. — Je crois qu'il y a eu plus de changement relatif (je dis changement relatif) entre le métier du Moyen Âge et les manufactures du XVIII^e siècle qu'entre le XVIII^e siècle et la grande industrie de nos jours. Mais je n'ai pas le loisir d'entrer dans cette démonstration.

Voici la clef de la difficulté : vous oubliez ce facteur de la conscience, que vous avez fait intervenir tout à l'heure... C'est sous l'influence de la Révolution française que se sont formées les aspirations nouvelles ; le commencement du socialisme est dans la Révolution française.

M. LAGARDELLE. — La société politique et la société économique s'opposent ; la société politique doit disparaître, absorbée par la société économique.

M. DURKHEIM. — Fait capital : le socialisme saint-simonien, au lendemain de la Révolution, ignore tout cela.

Si je crois que vous faites erreur, c'est que vous ne tenez pas compte du facteur dont vous parlez ailleurs, la Révolution française et les idées morales dont elle a été la résultante et l'expression, c'est que vous êtes prisonnier de la formule marxiste matérialiste.

M. LAGARDELLE. — Le fait que le régime capitaliste se développe lentement et progressivement ne prouve pas que ce régime ne puisse aboutir à une révolution. Deuxièmement, le capitalisme est un fait nouveau qui se différencie par sa masse.

Je passe à la seconde objection : c'est la qualité de producteur qui prime tout pour l'ouvrier, parce que toute la vie de l'ouvrier tourne autour de cette qualité de producteur. Toutes les autres qualités que l'ouvrier peut avoir — il peut être citoyen, croyant, membre d'une association morale ou intellectuelle — dépendent de celle-là. C'est sur ce terrain de la production que repose sa vie essentielle et primordiale. De plus, les conceptions juridiques et morales qu'il a ne ressemblent en rien aux conceptions juridiques et morales des autres classes. Par exemple, le principe juridique de la propriété individuelle est nié par les classes ouvrières. Parce qu'elles sont sans propriété, elles arrivent à concevoir un régime où ce seraient elles qui auraient la propriété indivise. Autre exemple : le droit patronal donne au capitaliste le droit d'organiser à son gré l'atelier, de traiter l'ouvrier comme sa chose. Le droit de l'ouvrier dit : « La production c'est moi qui la fais, j'ai le droit de savoir comment elle sera organisée, quel sera mon camarade d'atelier, je ne veux pas qu'on me donne pour compagnon de travail un alcoolique (dans certaines industries où cela entraîne des conséquences), je ne veux pas non plus qu'à côté de moi un ouvrier soit renvoyé arbitrairement. » L'arbitraire patronal paraît à l'ouvrier aussi contraire au droit que l'arbitraire du roi de droit divin l'a pu paraître aux bourgeois de 1789. Ainsi s'affirme le droit de la classe travailleuse de régler elle-même son travail. Bref, de toutes parts dans la classe ouvrière des idées spécifiquement ouvrières, des idées nouvelles se forment.

M. DURKHEIM. — Ces idées ne sont pas nouvelles. La preuve, c'est que moi, qui ne suis pas un prolétaire, je suis arrivé sur bien des points aux mêmes idées dans mon cabinet, et bien d'autres sont dans mon cas. Sans doute, ces

idées prennent une coloration différente suivant les classes. Le bourgeois peut nier le droit de propriété, mais il le fera avec sérénité, parce qu'il peut attendre. Chez l'ouvrier ces idées prendront facilement la forme de sentiments prompts à s'exaspérer pour des raisons faciles à comprendre. Mais ce sont bien les mêmes idées, avec des différences de nuances. C'est qu'en effet, bourgeois et ouvriers vivent dans le même milieu, respirent la même atmosphère morale, ils sont, quoi qu'ils en aient, membres d'une même société, et, par conséquent, ne peuvent pas n'être pas imprégnés des mêmes idées. Avec une sérénité admirable, vous posez que cela ne peut pas être. Mais vous énoncez votre proposition comme un article de foi, sans en donner aucune démonstration...

J'ai dit tout à l'heure que l'antimilitarisme ouvrier est une conséquence d'une idée plus générale. Cette idée est qu'il y a une destruction indispensable ; c'est cette notion que je ne puis comprendre.

Je conçois bien, encore une fois, qu'on puisse se demander à quelle société on veut appartenir. Mais si l'on s'insurge contre toutes, il n'y en a plus aucune à laquelle on puisse appartenir. Je n'arrive pas même à penser cela. Je n'insiste pas davantage : je ne pourrais que me répéter : l'heure est avancée, le mieux est d'écouter la réponse de M. Lagardelle.

M. LAGARDELLE. — Je rappelais à M. Durkheim les idées juridiques nouvelles qui se forment dans la classe ouvrière. M. Durkheim m'objectait que ces idées existaient ailleurs que chez les ouvriers. Il est possible que ces idées se rencontrent à quelque degré chez quelques bourgeois ; mais ce ne sont pas des idées qui seraient les mêmes avec des colorations différentes : la forme emporte le fond. Prenons, par exemple, l'anti-étatisme : le socialisme actuel est anti-étatiste comme l'école économiste libérale ; allez-vous dire qu'il l'est de la même façon. Je répète en deux mots : 1^o pour l'ouvrier, ce qui importe, ce qui est essentiel, c'est sa qualité de producteur et 2^o l'ouvrier, au milieu de la société capitaliste est, dans sa vie morale, un isolé. Il est d'une société autre.

Je passe à la troisième objection : quand je parle de la destruction des institutions actuelles, j'entends qu'elles sont peu à peu minées et qu'à un moment donné il se produira l'introduction d'un principe nouveau. Sous quelle forme précise cette introduction se produira-t-elle ? Je n'en sais rien. Sera-ce une destruction totale ? Je ne le crois pas. On conservera sans doute ce qu'il y aura lieu de conserver ; mais il y aura des conceptions de droit et de morale et des institutions qui seront substituées aux conceptions et aux institutions actuelles. Il y aura enfin une société nouvelle.

M. DURKHEIM. — Il s'agit au total de savoir si le socialisme est miraculeux comme il s'en flatte, s'il est contraire à la nature de nos sociétés, ou bien s'il est suivant la pente de leur évolution naturelle, de sorte qu'il n'ait pas à les bouleverser pour s'établir. C'est cette dernière conception que me paraît démontrer l'histoire.